

DIPLOMATIE PAIX ET DÉVELOPPEMENT P.4

**La voix du Président
Faure Gnassingbé,
portée de New York
et Bruxelles à Yokohama**



● "Il y a des menaces que les armes ne peuvent pas faire disparaître"

ATTENTION! DE L'ARGENT DU COUP D'ETAT DE 2009 POUR BROUILLER L'AFFAIRE DES INCENDIES



Langue de rage

**Abass Kaboua, le dernier
"procureur" du CST** P.6

**Togo Invest Corporation,
l'étape cruciale vers
la réalisation
du "Fleuve
de l'Espérance"** P.5



Barry Moussa Barqué,
PCA de la Holding TIC

ELECTION LÉGISLATIVE 2013 P.6

**Le dépôt de candidatures
début ce lundi 03 juin**

**L'efficacité de la marine
togolaise renforce la
compétitivité du
Port autonome de Lomé** P.5



Fogan Adégnon,
DG du Port
Autonome de Lomé



Partout, partagez l'Internet autour de vous !!!

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE
HELIM nomade



Le routeur WiFi seul
à 79 000 F CFA

Pack Helim Nomade WiFi

1 modem routeur WiFi
+ 1 carte SIM + Activation Internet
+ 1 Forfait PLATINIUM offert

99 000 F CFA



Avec le **HELIM Nomade WiFi**, accédez à Internet à grande vitesse et partagez votre débit avec vos proches.

- Jusqu'à 2.8 Mbps
- Accès WiFi simultané pour 5 appareils
- Compatible tous terminaux à connectivité WiFi
- Compatible OS Windows et Mac

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANERO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Editorial

Par Peter Awui

Besoin d'un dictateur par habitant !

Comme le progrès scientifique, la promotion, la protection, la culture et le développement des Droits de l'Homme sont comme une histoire dramatique des progrès réalisés par le biais de la contradiction. Dans le progrès scientifique, la contradiction est un processus nécessaire et constructif. La démocratie, qui est la source de toutes les libertés et la garantie de jouissance de celles-ci, n'est différente de la science que parce que même les destructeurs des droits ont le droit d'exister. Sinon, le multipartisme n'a apporté à l'Afrique et particulièrement au Togo que le culte de la contestation, et on tend vers l'apparition d'un néo-terrorisme.

Dans la marche du Togo vers la consolidation de la démocratie, l'éducateur civique, c'est-à-dire l'Etat, aura fort à faire pour être reconnu comme bienfaiteur de la Nation. Parce qu'étant abstrait, on n'aperçoit que celui qui l'incarne. Et comme il est seul dans la légitimité de l'incarner partout, il est vu, par la force et le croisement des regards, comme un dictateur. Dans notre pays où l'opposition ne veut jamais reconnaître les progrès du Gouvernement dans la réalisation perfectible du bien-être commun, n'y sont pas obligés au nom de la démocratie. Même sans vouloir proposer, ils n'ont pas le droit d'entraver la politique du Président de la République qui, lui, poursuit son mandat que le peuple lui a confié et devant qui il rendra compte à la fin de son mandat.

Les décombres des grands marchés de Kara et de Lomé sont l'illustration du néo-terrorisme qui consiste à ne jamais revendiquer les actes criminels et à rejeter tout indice permettant d'en inculper les auteurs. Les institutions financières internationales comme la BAD, qui s'entourent de beaucoup d'expertise dans leur politique de coopération avec les Etats, n'auraient pas décidé de s'y engager s'ils voyaient dans les incendies criminels, la main trempée des autorités togolaises. La Banque Africaine de Développement vient en effet de le manifester à travers l'enveloppe de 400 millions qu'elle a décidé de mettre à la disposition du Togo pour réaliser l'étude du projet de reconstruction des deux grands marchés.

Les délations calomnieuses sans fondement, en violation flagrante du statut d'inculpé mis en liberté provisoire sous contrôle judiciaire, « trophée Abbas Kaboua, montrent que le Togo a besoin d'un dictateur par habitant. Il faudra donc doubler la population !

Si des Togolais voient en Faure Gnassingbé, c'est qu'ils n'ont ni rétroviseurs ni phares.

Le Médiateur, votre journal, désormais sur le web:

www.togopage.com

Faut-il interdire des marches au Togo ?

La question a fait l'objet d'une discussion approfondie entre le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Yark Damehane et son collègue de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, Gilbert Bawara hier. Les manifestations de rue à l'appel de l'opposition ne respectent plus les règles de bonne conduite des partis politiques. Chaque marche pour les droits de l'Homme se transforme presque toujours en scène de pillage et de sabotage des biens publics ou privés.

Le Gouvernement togolais, soucieux de garantir le libre exercice des droits et libertés, a toujours pris des dispositions sécuritaires pour aider les organisateurs des marches à encadrer et contenir les manifestants. Mais, les extrémistes formés dans les officines du Collectif dit « Sauvons le Togo », sont devenus incontrôlables par leurs cadres Zeus Ajavon, Benoît Afangbedji, le renégat Gabriel Agbéyomé et son cadet

Abass Kaboua.

Aucun Togolais n'a souhaité la mort de son compatriote, soit-il inculpé ou non dans une affaire criminelle comme celle des incendies de Kara et de Lomé. Le décès d'Etienne Yakanou ne fait que retarder la conclusion de l'instruction judiciaire de cette affaire. Si c'est normal que le parti ou la coalition de partis dont il était membre a le droit de manifester pour demander l'élucidation des circonstances de son décès en détention, les moyens et recours ne peuvent et ne doivent être que républicains, pour des gens qui prétendent lutter pour la défense de l'Etat de droit au Togo.

Personne n'a intérêt à l'interdiction temporaire, prolongée ou définitive des manifestations publiques, parce qu'il n'y aura au Togo que des manifestations de colère, le processus électoral en cours par exemple permettra bientôt aux Togolais de jubiler et de célébrer la fin des préables et le renouvellement de ses re-



Ministre Gilbert Bawara de l'Administration Territoriale

présentants à l'Assemblée nationale. Tous les partis qui s'engageront dans la course à l'hémicycle ne pourront pas se passer de manifestations publiques à l'occasion de la campagne législative.

Peter AWUI

Isabelle Ameganvi et Brigitte Adjamagbo échouent à soutenir l'insoutenable

Les « grandes figures féminines de l'opposition extrémiste togolaise ont lamentablement échoué dans leur tenta-



Isabelle Ameganvi

tive de mobilisation de leurs copines pour demander à la Gendarmerie nationale de libérer



Brigitte Adjamagbo

ciel entendaient utiliser une fois encore la nudité des femmes d'autrui pour s'accaparer de l'in-

nocence dans une affaire où ils disent connaître les coupables sans jamais les dénoncer.

La stratégie de l'opposition radicale a été toujours de dénier leur propre identité, voire tout ce que l'intelligence humaine leur a permis d'acquérir. Le dernier des renégats de l'opposition, Kaboua Abass veut combattre la crédibilité de ses acolytes Fabre, Ajavon, Afangbedji et consorts, pour se tailler un manteau d'opposant radical. Ayant leur propre procureur et leur propre commission d'enquête, les inculpés libres du CST et Arc-en-ciel travaillent à se servir du défaut de publication du rapport des enquêteurs français et israéliens pour crier à la machination de la part du Gouvernement pour les écarter de la course aux législatives qui doivent avoir lieu au mois de juillet prochain.

Trésor SAMA

Editorial de Koffi Souza : Dialogue occlusif

La démocratie repose sur la libre discussion des acteurs politiques. Elle dispose de cadres de dialogue institutionnels comme les parlements.

Mais, selon les nécessités, d'autres instances de dialogues peuvent être créées comme par exemple un dialogue entre le gouvernement et les syndicats.

Pour diminuer les tensions sociales, il est apparu opportun d'ouvrir le dialogue à toutes les forces politiques même à celles qui ne sont pas représentées au Parlement et à toutes les organisations représentatives de la société civile.

Pour marquer cette extension du dialogue, on parle dorénavant de dialogue inclusif. Le terme a été institutionnalisé à l'occasion d'une crise tchadienne. A l'époque, le Tchad traversait une crise politique aigue occasionnée par le raid de la coalition des mouvements politico-militaires sur N'Djamena en février 2008. Lors d'une concertation inter-tchadienne en mars 2008 à Paris dont l'objectif était de définir le concept du dialogue inclusif, les participants avaient décidé de la création de la Commission Indépendante pour le Dialogue Inclusif (CIDI). Elle s'était donnée pour man-

dat d'apporter une modeste contribution à la résolution de la crise politique tchadienne en œuvrant au rassemblement des tchadiens pour arriver à un dialogue politique susceptible d'ouvrir les voies vers une paix définitive au Tchad.

Les demandes de dialogue inclusif ont fleuri au Togo et ont donné lieu à de multiples confrontations à l'occasion de la préparation des élections législatives de 2013. La demande de dialogue inclusif de l'opposition extraparlamentaire est devenue pressante. Celle-ci voudrait, avant même les élections, que s'ouvre un dialogue inclusif dont elle tiendrait la clé. Elle subordonne en effet sa participation à une quantité de préalables. Elle souhaite notamment un accord sur des réformes institutionnelles.

Faute de satisfaire ses diktats, elle menace de ne pas participer aux élections.

Là il ne s'agit plus de dialogue inclusif mais de dialogue occlusif, une façon de couper la route à toute négociation.

Le dialogue occlusif est un dialogue mort né, une fermeture là où le dialogue inclusif est une ouverture.

Koffi Souza

Source : republicoftogo.com

DIPLOMATIE ET PAIX ET DÉVELOPPEMENT

La voix du Président Faure Gnassingbé, portée New York et Bruxelles à Yokohama

● « Il y a des menaces que les armes ne peuvent pas faire disparaître »

Le Chef de l'Etat togolais participe depuis samedi dernier à Yokohama, une des villes lumière du Japon, à la 5^{ème} Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD), dont les travaux s'achèvent ce lundi 3 juin. Cette cinquième Conférence a fait siennes les préoccupations de la diplomatie togolaise dont le Président Faure Essozimna Gnassingbé a pris lui-même le commandement, particulièrement au moment où le Togo assure la présidence tournante du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Le président togolais a averti que : « Si on ne donne pas aux Gouvernements africains les moyens de mener une politique anti-terroriste efficace et durable en privant ces groupes de leurs « armées », il est fort à craindre de voir se consolider non seulement un arc terroriste allant de la

Faure Gnassingbé a été constant : « Il y a des menaces que les armes ne peuvent pas faire disparaître ». Autrement dit les terroristes recrutent plus aisément dans les zones exaspérées par le désespoir économique, d'où la nécessité de moraliser les conditionnalités de l'aide au développement. Il s'agit aussi de la définition d'une bonne politique de facilitation de l'accessibilité de l'éducation et de la formation civique et idéologique universelle, un véritable enseignement pour le refus de l'enrôlement dans les réseaux et groupes terroristes. Le Premier Ministre japonais, suivant le diagnostic et la thérapie-stratégie proposée par le Président togolais, a immédiatement annoncé au premier jour de la 5^{ème} TICAD, une assistance de plus d'un milliard d'Euros à la vaste zone comprise



A Yokohama, le Président Faure en compagnie de Mme Dogbé et de Steve Bodjona, le chargé d'affaire du Togo au Japon

d'attaques terroristes, sans jamais faire l'objet d'une réaction énergique internationale concertée, comme ce fut le cas à la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Le Président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé a l'ambition de faire de l'Afrique, un continent débarrassé de tous les réseaux terroristes, y compris les groupes armés qui terrorisent les populations.

C'est à cet égard que le Chef de l'Etat togolais a présidé le 15 mai dernier à New York en présence du Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon, un débat de haut niveau sur les enjeux et défis de la lutte contre le terrorisme international, qui prend de plus en plus de l'ampleur sur le continent africain notamment au Sahel. Pour le Président Faure Gnassingbé, la lutte antiterroriste sur le continent est un impératif. Faisant l'état des lieux des activités terroristes sur le continent, il s'est servi de la situation en Algérie, au

Mali, en Libye, ou au Nigeria pour appeler à un partenariat mondial d'urgence afin de réduire au silence les milices islamistes qui font régner la terreur et font couler le sang. Il faut souligner que le deuxième mandat du Togo en quatorze mois à la présidence du Conseil de

Après ce grand débat, le Président Faure a été reçu par le patron de l'ONU, Ban Ki-Moon. Puis, en tant que Président en exercice de l'UEMOA, le Président togolais a déjà rallié Bruxelles, où il participe à partir de ce mercredi 15 mai 2013 à une Conférence des donateurs pour la stabilité



Mauritanie au Nigeria et se prolongeant jusqu'à la Corne de l'Afrique, mais aussi de voir se développer une zone de non droit, pour les trafiquants du monde entier. »

Cette assertion était dans l'esprit de la TICAD V qui reconnaît que le développement durable ne peut être réalisé que par l'avènement d'une paix qui, elle aussi, est conditionnée par une lutte transparente et sans duplicité contre la faim et la famine, le terrorisme et les terroristes, ... Ainsi, du débat de haut niveau qu'il a présidé au Conseil de Sécurité après la part active qu'il a prise au Forum mondial du Cap sur le développement de l'Afrique, jusqu'à Yokohama au Japon en passant par la Conférence des donateurs pour le Mali à Bruxelles, l'engagement du Président

entre l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne et comprenant des territoires de nombreux pays dont le Mali, la Mauritanie, le Niger, l'Algérie, le Tchad, le Soudan et la Lybie. Selon Shinzo Abe, cette aide permettra de renforcer les protections sociales, avec un accent mis sur l'alimentation, l'éducation et la santé, avec également un soutien pour les femmes et les jeunes, ce qui ramènera l'espoir d'un développement économique dans la région et contribuera ainsi à sa stabilité.

Il faut rappeler que les menaces contre la sécurité internationale et des Etats a longtemps été l'une des préoccupations de la diplomatie togolaise. Le Togo, havre de paix, avait été ces trente dernières années victime



Sécurité, est l'un des plus difficiles exercices : la guerre civile en Syrie, les discussions sur le nucléaire iranien, la mise en place de la Force de paix des Nations Unies au Mali, etc. sont parmi les grands dossiers que le Conseil aura à gérer sous la présidence rotative du Togo.

et le retour de la paix au Mali. Cordialement reçu par José-Manuel Barroso, président de la Commission de l'UE, le Président Faure a reçu la demande d'user de toute son influence pour une bonne gestion de la transition en Guinée-Bissau.

Peter AWUI

Le Médiateur, votre journal, désormais
sur le web: www.togopage.com

Togo invest corporation, l'étape cruciale vers la réalisation du « Fleuve de l'Espérance »

Outre la réconciliation, la consolidation de la démocratie et le renforcement de la bonne gouvernance, la principale annonce en 2010 du Président Faure Essozimna Gnassingbé, jugée utopique par ses adversaires à l'élection présidentielle du 4 mars, était le projet dénommé « Fleuve de l'Espérance ». Il comportait la construction d'une autoroute reliant Lomé à la frontière du Burkina Faso, et un chemin de fer pour connecter le Togo au réseau ferroviaire de la CEDEAO. Le « Fleuve de l'Espérance » est un projet ambitieux de facilitation du transport maritime dont le Port Autonome de Lomé est un hub incontournable, qui sera bénéfique pour la fluidité, la rapidité et la sécurité des

transactions des pays sans littoral (Burkina Faso, Mali, Niger) et d'autres pays de la côte atlantique qui n'ont pas de port en eau profonde (Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire) et qui ne peuvent donc pas recevoir les navires gros porteurs. Le Chemin de fer et l'autoroute sont essentiels pour l'exploitation minière.

Le Président de la République Faure Gnassingbé a dévoilé sa stratégie par la création du Conseil Présidentiel pour l'Investissement, fruit de plusieurs raids diplomatiques pour explorer les meilleures expériences réussies par l'Afrique du Sud, la Russie, l'Argentine, le Costa Rica ou l'Abu Dhabi.

Le « Togo Presidential Investment Advisory Council » (TPIAC) est un

cercle de réflexion et de proposition, une sorte de Think Thank, composé de personnalités internationales du monde de la finance et des affaires, chargées de conseiller, de proposer et d'orienter le chef de l'Etat et le gouvernement en matière d'investissement et de politique de réformes. La conduite éclairée des échanges et réflexions a abouti à la création d'une société holding dénommée « Togo Invest Corporation » (TIC), une structure au capital de 20 milliards F CFA, dont le premier Conseil d'Administration s'est tenu le 25 mai

2013 au Palais de la Présidence. Ses prises de participations dans les entreprises publiques permettront à celles-ci de se développer rapidement et de relever leur niveau de contribution à la relance de l'économie nationale et au développement.

L'extension des réseaux ferroviaire et électrique, ainsi que l'exploitation du potentiel que représentent les mines ont été identifiées dans le programme de société du Président Faure Gnassingbé comme secteurs prioritaires, évidemment pour le fait certain qu'ils sont

pourvoyeurs d'emplois et porteurs de croissance, et donc favorables à l'amélioration des conditions de vie des Togolais.

Le Conseil d'Administration de la holding est présidé au nom du Chef de l'Etat togolais par le Conseiller Spécial à la Présidence, Barry Moussa Barqué et se compose de Sir Sam JONAH(Ghana), Claude PEYROT (France), Alhaji Aliko DANGOTE (Nigeria), Thulani CABASHE (Afrique du Sud), Ignace CLOMEGAH(Togo) et Seth Kokou GOZAN(Togo)

Peter AWUI

La BAD appuie l'opérationnalisation de l'OTR

Le Togo a engagé depuis 2006, un vaste programme d'optimisation des stratégies de mobilisation et de gestion des ressources nationales. Le Président de la République s'y est engagé dans son premier message sur l'état de la Nation le 26 avril 2006 : « ... Une nouvelle gouvernance s'impose aux Togolais et devra être essentiellement articulée autour de la rigueur et de la transparence dans la gestion de la chose publique... »

Dans cette perspective, une initiative de l'Etat togolais a été fortement encouragée et appuyée par les bailleurs de fonds dont le chef de file est le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD). A l'issue de ses Assemblées annuelles qui se déroulent à Marrakech au Maroc, la BAD a décidé d'appuyer l'opérationnalisation de l'Office Togolais des Recettes (OTR), qui est un organe de collecte groupée de la Douane et des Impôts. Déjà, 600 millions F CFA seront prochainement débloqués par la Banque pour l'installation du siège, les équipements informatiques et l'assistance technique, a-t-on appris de source officielle. Cette assistance technique et financière est le couronne-

ment des efforts du Gouvernement en matière de gouvernance économique. Le ministre de l'Economie et des Finances, Adjé Otéth Ayassor et la Direc-



Adjé Otéth Ayassor, Ministre de l'Economie et des Finances

trice Générale des Impôts, Ingrid Awadé avaient effectué des missions notamment en France et au Rwanda pour s'inspirer des expériences réussies de ces pays dans les réformes économiques, la mise en place et la gestion de leur Office des recettes.

Selon l'article 2 de la Loi No 2012-016 du 14 décembre 2012, « L'Office Togolais des Recettes est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion administrative et financière. »

L'efficacité de la marine togolaise renforce la compétitivité du Port autonome de Lomé

Lorsque la sûreté rime bien avec la sécurité, une installation d'envergure comme le Port Autonome de Lomé (PAL) ne peut qu'être compétitif. Véritable hub maritime des pays sans littoral et de la sous-région, le PAL a investi pour avoir des hommes de qualité pour travailler sur des installations de qualité. La flotte marine togolaise est connue pour ses interventions rapides en haute mer et dans les eaux territoriales pour lutter contre la piraterie maritime.

En début du mois, des feux nourris avaient retenti au large des côtes togolaises à l'issue desquels une offensive des pirates contre un tanker a échoué. Les terroristes ont été mis en déroute grâce au savoir-faire de la marine dont est issu le Directeur Général du Port Autonome de Lomé, le Contre-amiral Fogan Adégnon et qui vient de passer sous le commandement du Lieutenant-colonel Takougnadi Noyo. Les opérateurs portuaires et intervenants dans la plate-forme portuaire de Lomé en pleine expansion peuvent davantage compter sur le dynamisme des autorités portuaires qui mettent tout en œuvre pour assurer plus de sécurité et de sûreté sans lesquelles les économies subissent des pertes énormes.

Dans le plan de renforcement des capacités opérationnelles de la marine, le Togo acquiert dans un an deux patrouilleurs de type RPB 33s, construits à Quimper (Bretagne) par le Français Raidco Marine.

Selon les informations dignes de foi, le RPB 33S, près de 33 mètres de long, a une vitesse maxi de 28 à 30 nœuds. Il s'agit d'un bâtiment de surveillance et d'interception destiné à la lutte contre

le terrorisme, le trafic de drogue et le piratage de plus en plus fréquent dans le Golfe de Guinée.

La Marine togolaise dispose actuellement de vedet-

plage avant. Celui-ci a une portée de 2 km et, s'il est opéré manuellement, peut bénéficier d'un système d'aide à la visée électro-optique. Ce matériel, qui permet de réa-



tes datant des années 70.

Le modèle commandé par le Togo est un bâtiment simple et robuste, capable de mener de longues patrouilles en mer. Il embarque l'ensemble des moyens de prévention et d'action destinés à satisfaire les tâches de surveillance et de police en mer : embarcation d'intervention rapide de 6.2 mètres, moyens de communication performants, aides à la navigation et à l'identification modernes font partie de l'équipement standard. Doté d'une grande autonomie pour un navire de cette taille, le RPB 33 apporte une solution économique à la surveillance et à la sécurisation des approches maritimes.

Depuis une passerelle à vision panoramique surplombant les superstructures, l'équipage appréhende rapidement l'environnement : la conduite nautique, le bon déroulement des manœuvres de l'embarcation d'intervention, la tenue de situation et le contrôle des moyens d'action y sont assurés.

Le RPB 33 est proposé avec un canon de 20 mm sur la

liser des coups de semonce et des tirs au but lorsque cela est nécessaire, délivre des obus explosifs ou inertes, au coup par coup ou en rafale. Une arme de petit calibre à très haute cadence de tir type « minigun » peut également être installée à bord ou sur l'embarcation d'intervention pour assurer l'autodéfense rapprochée du patrouilleur ou la protection de l'équipe d'intervention. Ces armes sont toutes deux aussi dissuasives que destructrices.

Le navire est également équipé de moyens d'action non létaux : un haut-parleur de grande puissance type « LRAD » (Long Range Acoustic Device) ou un illuminateur laser couplé à une caméra vidéo stabilisée sont des équipements qui ont déjà prouvé leur efficacité pour déstabiliser, perturber et empêcher des actions illicites. Ces systèmes sont particulièrement adaptés pour discriminer, identifier et dissuader toute menace possible ou confirmée que le patrouilleur peut être amené à contrer.

Peter AWUI

ATTENTION ! DE L'ARGENT DU COUP D'ETAT DE 2009 POUR BROUILLER L'AFFAIRE DES INCENDIES

Abass Kaboua, le dernier "procureur" du CST

Ceux qui avaient investi pour le renversement du Président Faure le 12 avril 2009 par une opération baptisée « putsch de Pâques » par *Jeune Afrique* ont commencé à lâcher des indiscrétions au dernier venu des renégats de la classe politique de l'opposition togolaise, Kaboua Abbas. Sans moyens de devenir jihadiste, ce porte-voix des néo-terroristes qui croit être en possession d'informations sur l'identité des auteurs et commanditaires des attentats terroristes des 10 et 12 janvier 2013 respectivement contre les grands marchés de Kara et de Lomé, a attendu cinq mois pour ragoter à la plage, en citant d'honnêtes personnalités comme ayant un quelconque intérêt avec les incendies qui ont sinistré près de 400 commerçants et commerçants en réduisant leurs affaires à néant.

Abass Kaboua, accueilli

au CST sans militants, tente de ravir la vedette à Jean-Pierre Fabre dans le culte de la contestation. Il n'a rien reconnu lors de son audition suivie de son inculpation dans l'affaire des incendies de Kara et de Lomé où la thèse criminelle a été confirmée par les experts enquêteurs, parce qu'il n'avait personne à accuser. Mais aujourd'hui, il fait des déclarations qui ne ressemblent en rien à une révélation, parce qu'elle n'ajoute rien de scientifique qui soit digne de confiance. Abbas aurait tout simplement forgé la démarche de s'approcher de ceux qui payaient dans les coulisses les marcheurs du collectif d'opposants dit « Sauvons le Togo dans la désobéissance civique et civile », pour se faire un manteau d'opposant. Il se serait approché de son principal « bailleur de fonds », avec qui il aurait pu distiller des ragots con-

tre les victimes manquées de la tentative de substitution de la force de la



Abass Kaboua

raison par la raison de la force.

La Directrice Générale des Impôts, Ingrid Ataféinam Awade n'a pas cessé de faire les frais de son efficacité et de sa rigueur face aux fraudeurs et fossoyeurs de l'économie nationale. Abbas Kaboua a été commis pour l'abattre médiatiquement, mais aussi tous les officiers intègres de l'armée.

L'accusateur est très malin pour n'accuser que ceux qui ne souhaitent pas voir leurs compatriotes croupir en prison pour de simples déclarations qui relèvent de la dénonciation calomnieuse. Kaboua a réussi à se recruter un autre adjoint avec qui il organise le lynchage médiatique de la poli-

tique de réconciliation et de développement. Le constat est que tous ceux qui aident le Président Faure Gnassingbé à réaliser le meilleur pour le Togo et les Togolais sont dans le collimateur des opposants qui n'ont d'armes que les forces occultes et le mensonge. Quant à l'ex Commandant Olivier Amah, il aurait certainement dissimulé un arse-

nal, une partie du corps du délit qui était destiné à renverser l'ordre constitutionnel en avril 2009. C'est pourquoi il comptait soulever l'armée togolaise afin qu'elle intervienne dans la vie politique, en violation des principes républicains.

Des informations concordantes laissent noter que l'argent qui avait servi à la préparation de la tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat circule encore entre les valises de ceux qui s'irritent face aux réformes qui leur ferment les robinets de ponction des deniers publics. Automatiquement, ceux des collaborateurs du Président Faure Gnassingbé, qui œuvrent contre toutes résistances à l'aboutissement de ces réformes, sont visés par les instigateurs d'Abbas Kaboua et Olivier Amah... et leur collectif dit « Sauvons le Togo ».

**Rosenbloom
ADOUKOUNA**

Loïck Le Floch-Prigent doit regagner sa cellule à Lomé

Décidément il y a l'âge du reniement total de la vérité, sinon l'âge de la machination et de l'altération des faits, qui sortent du laboratoire de la confusion. Loïck Le Floch-Prigent est l'un des opérateurs les plus corrompus du secteur pétrolier et en matière d'évasion fiscale. Ressortissant du « pays des libertés et des droits de l'Homme », l'ex PDG d'Elf avait été plusieurs fois condamné dans son propre pays.

En France, il ne pouvait pas mentir dans le compte d'une quelconque institution ou personne, pour prétendre être victime d'une machination. Mais il a trouvé que, le Togo étant moins avancé en matière de technologie par rapport à l'hexagone, il peut aisément délirer pour semer le doute dans les esprits des Togolais. Loïck Le Floch-Prigent avait-il menti sur son état de santé par lui-même et par l'intermédiaire de son épouse qui avait saisi les autorités françaises pour

demander son évacuation sanitaire pour cause de maladie grave ? Ses déclarations selon lesquelles la justice togolaise avait voulu l'utiliser pour éliminer politiquement l'ancien ministre Pascal Bodjona, prouvent qu'il a recouvré sa santé et qu'il peut répondre des charges retenues par le parquet de Lomé contre lui, en l'espèce la complicité d'escroquerie, avant même de démontrer le scénario contre Pascal Bodjona.

Cette déclaration sur Radio France Internatio-



Loïck Le Floch-Prigent

nale samedi dernier et qu'il n'avait jamais faite ni pendant son transfèrement d'Abidjan à Lomé, ni lors de sa détention préventive à Lomé, permettent à toute personne en plein équilibre psychique

de conclure à un réseau de laboratoires conçus pour brouiller les pistes de la manifestation de la vérité.

En clair, l'homme d'affaires Loïck Le Floch-Prigent est la pièce maîtresse de cette affaire d'escroquerie internationale dans laquelle l'ex ministre Pascal Akoussoulélou Bodjona a été cité et dans laquelle il a passé plus de six

mois en détention, et il est l'inculpé le plus indiqué pour témoigner de l'indépendance dont jouit la justice togolaise dans le traitement et la gestion de la demande de mise en liberté provisoire formulée par la

justice française au bénéfice de ce malhonnête Loïck qui machine pour opposer les Togolais afin d'échapper à la poursuite des poursuites judiciaires engagées contre lui.

A travers les déclarations de l'homme d'affaires, il ne nie ni ses relations avec l'émirati Abbas Al-Youssef, ni ses accointances avec l'ancien ministre du Togo, qui est certainement surpris d'apprendre que Loïck Le Floch-Prigent avait été utilisé pour détruire sa personnalité. Pascal Bodjona peut chercher à comprendre du Français, qui des Togolais voulaient sa déchéance politique et comment la machination avait attendu l'affaire d'escroquerie avant de régler son sort.

Election législative 2013 : Le dépôt de candidatures débute ce lundi 3 juin

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a annoncé en fin de semaine dernière l'ouverture pour le dépôt des candidatures à l'élection législative plusieurs fois reportée. Les partis politiques et les listes indépendantes sont conviés à retirer les dossiers de candidatures au siège de la CENI. En attendant de connaître la date exacte du scrutin, les états-majors des partis politiques font la sélection des candidatures.

Avec la consolidation du fichier électoral, environ plus de trois millions de Togolais iront aux urnes pour choisir leurs 91 députés contre 81 précédemment. L'augmentation du nombre de sièges a été opérée suite aux recommandations des missions d'observation de l'UE en 2007 et 2010 et grâce à l'ouverture politique du Gouvernement togolais, pour tenir compte notamment des indicateurs démographiques. Plus de cinq sessions de dialogue

politique ont été organisées, à l'occasion desquelles des partis d'opposition en l'occurrence l'Alliance nationale pour le changement, ont montré leur fidélité à la démocratie buissonnière. Récemment, ils ont échoué à faire l'apologie des préalables pendant leur voyage en Europe devant les institutions représentatives de l'Union Européenne. Les bons souvenirs des processus électoraux ressortent qu'en 2002, mêmes leurs fidèles alliés parmi les Démocra-

tes Libéraux européens avaient averti les opposants extrémistes togolais contre les conséquences d'un boycott du scrutin législatif.

Au parti présidentiel et à l'Union des Forces de Changement, principal parti d'opposition radical mais qui a bien fait de saisir l'esprit participationniste il y a deux ans, la collection des candidatures a commencé et se poursuit. L'Union pour la République (UNIR) a multiplié les réunions et

les formations politiques et électorales de ses militants et potentiels candidats.

La présidente de la Commission Electorale Nationale Indépendante Mme Angèle Aguigah a, à plusieurs reprises, assuré que le scrutin se déroulera dans les conditions optimales de transparence, de liberté et d'équité. L'institution d'organisation et de supervision du scrutin est aussi chargée de la proclamation des résultats

BANQUE TOGOLAISE DE DEVELOPPEMENT

Un réseau international de correspondants en Afrique, Asie Europe et USA

Avec nos cartes **BTD-GIM** et **BTD-VISA**, effectuez vos achats en toute sécurité

SIEGE SOCIAL
 PLACE DE L'INDEPENDANCE, B.P : 65, LOME - TOGO
 TEL : +228 22 21 36 41 / 22 21 36 42, FAX : 22 21 44 56, SITE WEB : www.btd.tg, E-MAIL : togo_devbank@btd.tg

Le Médiateur

Hebdomadaire Panafricain
d'Informations d'Analyses
et de publicité

Récépissé
No 0392/26/01/2010/HAAC
Siège social : Agoenyivé
Assiyéy, 2è porte 3è rue à
gauche après l'Eglise des AD.
BP : 321 LOME
Tél. :
+228 90 24 11 51 / 90 90 92 93
E-mail : awuipeter@yahoo.fr
Site web: www.togopage.com

**Directeur Général chargé
de la Publication :**
AWUI Egoulou Ali Peter

**Directeur de la Rédaction
chargé du desk politique :**
ADOUKOUNA Rosenbloom

Chef des Reportages :
Trésor SAMA

Service commercial :
22 46 02 46

Enquêtes :
Dos Passos et Rosenbloom

Infographie:
Benjamin K. TCHABI

Imprimerie :
La Colombe

Tirage :
3000 exemplaires

Profitez du premier
outil universel : Internet

GPS

GESTION DE
DONNEES A
DISTANCE

INTERNET HAUT
DEBIT REEL

ilico Android

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Télécom ou appelez le 112

ilico TELECOM. La Référence

www.togopage.com/tg